

*Pouvoir d'emprunt*

secteur privé, le gouvernement nuit à la consommation domestique et retarde le redressement économique. En cédant aux attaques de la droite sur le contrôle des investissements étrangers, en mettant tous ses œufs dans le panier des mégaprojets, qui promettaient, au mieux, de rendre le Canada encore plus dépendant de l'exportation de richesses naturelles, le gouvernement a rendu le Canada moins apte à orienter son économie vers le redressement. Le ministre des Finances a raison lorsqu'il nous dit que le déficit croissant du gouvernement est dû principalement à cette récession qui a entraîné une baisse des recettes et une hausse des paiements d'assistance sociale et d'assurance-chômage. Mais que prévoit-il faire pour rectifier la situation? Il ne veut pas nous le dire.

• (1650)

Ébloui par la logique simpliste des conceptions économiques conservatrices, le gouvernement a oublié toutes les leçons du désastre économique des années 30. Le programme des 6 et 5 p. 100 vient de remplacer le monétarisme comme élément-clé du programme économique. Le programme des 6 et 5 p. 100 est l'élément actif du budget de juin dernier. Il est destiné à montrer que le gouvernement s'attaque activement à la crise de l'économie nationale en limitant les salaires des travailleurs canadiens.

En même temps qu'il prenait cette attitude combative, il refusait d'abandonner sa politique monétaire restrictive ou d'utiliser le déficit adroitement pour stimuler l'économie. Sous ce gouvernement, le déficit est le résultat de notre mauvaise fortune économique et non un outil destiné à stimuler l'économie et à faire tourner les moteurs de la reprise. Tout comme dans les années 30, on annonce aux Canadiens que les salaires doivent diminuer si l'on veut créer plus d'emplois. Maintenant, tout comme alors, le gouvernement est incapable de comprendre que la nature et l'importance de son déficit est un instrument de politique économique, qu'en planifiant les activités économiques du gouvernement de sorte que le déficit diminue, particulièrement en période difficile, le résultat final sera, selon toute vraisemblance, un déficit encore plus important, mais non prévu.

Si le gouvernement, au lieu d'étouffer l'économie, l'avait stimulée au contraire, le taux de chômage serait aujourd'hui de 7.5 p. 100 et non de 13.5 p. 100; nous aurions un excédent de 1 milliard au lieu d'un déficit de 27 milliards ou de 29 milliards—qui sait à combien il s'élève exactement, puisqu'il grossit de jour en jour. Le déficit devrait servir à favoriser la croissance économique. Un déficit utilisé à bon escient pour augmenter les dépenses et la production constitue un investissement qui permet de limiter le nombre des chômeurs et d'assurer au bout du compte la relance économique et de combler le déficit.

Il va de soi que le parti conservateur va nous dire que c'est absolument impensable de vouloir accroître le déficit. Que font-ils alors de la politique de stimulation économique par le déficit prônée en 1979 par Joe Clark comme l'a demandé tout à l'heure mon collègue de Vancouver-Kingsway (M. Waddell)? Les députés conservateurs vont nous dire que si le gouvernement continue d'emprunter, il va à l'encontre des intérêts des investisseurs privés en contribuant à la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Je regrette de devoir dire que cet argument n'a plus guère de valeur aujourd'hui. Le

secteur privé est déjà accablé de dettes et voit mal quels investissements pourraient lui être profitables, sans parler du fait qu'il fait face à des marchés financiers instables. On ne peut pas dire que l'entreprise privée soit à l'affût de nouveaux capitaux pour créer des emplois.

Pour conclure, monsieur le Président, le gouvernement a été obligé d'emprunter davantage d'argent parce qu'il doit faire face à une récession dont sa propre politique économique est la cause. Notre parti ne préconise pas l'accroissement du déficit en soi. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement montre son savoir-faire économique et qu'il se serve du déficit pour assurer la relance de l'économie, relance qui permettra de donner des emplois à nos 2 millions de chômeurs, qui assurera des recettes fiscales au gouvernement et qui permettra de réduire les paiements au titre du bien-être social et de l'assurance-chômage. Si le gouvernement avait agi de la sorte, nous ne serions pas dans la situation que nous connaissons aujourd'hui et il ne nous réclamerait pas aujourd'hui de l'autoriser à emprunter 19 milliards.

**M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est):** Monsieur le Président, je crois que je manquerais à mon devoir si je m'abstenais de participer au débat d'aujourd'hui. Le projet de loi C-143 a pour objet d'autoriser le gouvernement à emprunter 19 milliards de dollars pour financer ses dépenses, dont 5 milliards pour terminer l'année en cours et 14 milliards pour l'année 1983-1984. Nous sommes également saisis d'un amendement proposé par le nouveau parti démocratique, qui demande que le projet de loi C-143 ne soit pas lu maintenant pour la 2<sup>e</sup> fois, mais que son objet, et notamment l'objet des articles relatifs au pouvoir d'emprunt pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soit renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Comme je l'ai dit, monsieur le Président, je négligerais de faire mon devoir si je demeurais muet alors que le gouvernement propose de piller les goussets des contribuables canadiens pour s'emparer d'une somme supplémentaire de 19 milliards de dollars. On a déjà fait allusion à la série de projets de loi tendant à augmenter le pouvoir d'emprunt qui ont été présentés à la Chambre depuis le début de la session actuelle, qui a été inaugurée immédiatement après les dernières élections. Si l'on additionne le tout, on constate avec horreur que le gouvernement a été forcé d'emprunter des sommes exorbitantes. Quand on songe que les dépenses continuent d'augmenter à un rythme phénoménal, on se demande comment cela se terminera. Je crois, monsieur le Président, que la confiance est un élément essentiel si nous voulons que les contribuables canadiens acceptent de cracher des sommes aussi gigantesques. Si l'on examine la conjoncture économique du Canada, je ne crois pas que le gouvernement ait le droit de s'attendre à ce que les Canadiens consentent sans rechigner à diminuer davantage leur pouvoir d'achat pour permettre au gouvernement de continuer à dépenser sans compter, alors même que ces dépenses ont été condamnées par le vérificateur général, qui a dit que les dépenses gouvernementales échappaient à tout contrôle.

La mauvaise gestion économique du gouvernement provoque un nombre grandissant de faillites commerciales et agricoles. En 1982, un nombre record de 10,765 entreprises ont été forcées de fermer leurs portes. Le nombre de faillites commerciales en 1982 a été 33 p. 100 plus élevé qu'en 1981, 63 p. 100 plus élevé qu'en 1980 et 91 p. 100 plus élevé qu'en 1979. D'après le numéro de septembre 1982 du journal *Euromoney*,